

Les Annonces sont reçues
au bureau du Journal

Compte courant postal 665

Téléphone 5-64

LE SOLEIL D'AUVERGNE

Hebdomadaire d'Action Nationale

Directeur: JEAN VISSOUZE

Rédaction et Administration:

25, Rue Gaultier-de-Biauzat, CLERMONT-FERRAND

ABONNEMENTS

Puy-de-Dôme et Départements limitrophes. 10 fr. par an
Autres Départements 12 —

Le florilège républicain: Vol, trahison, assassinat

Je tourne la dernière feuille d'un petit livre de deux cents pages, vêtu d'une couverture blanche comme la mémoire qu'il évoque, et qui me laisse le cœur étroit de l'émotion la plus forte qu'aucune lecture m'ait jamais procurée: *La vie et la mort de Philippe*, par Mme Léon Daudet.

Nulle autre qu'une mère n'aurait su construire avec des mots simples, des souvenirs menus, des détails infimes de la vie familiale, ce cénotaphe de tendresse et de douleur à la mémoire d'un enfant. La courte vie du petit martyr y est présentée par les mains attentives et pieuses qui guidèrent ses premiers pas. Le calvaire atroce que cette mère a gravi y est dépeint heure par heure, dans son injustice révoltante, dans son horreur sans nom. Ou vos larmes tomberont sur ce livre, ou vous êtes dénué d'une sensibilité que Dieu n'a pas même refusée aux bêtes.

L'assassinat de Philippe Daudet est le plus sombre drame de tous les temps. C'est le point culminant de l'histoire du crime. Toujours des hommes se sont montrés brutaux, cruels, sadiques. De tout temps, la passion politique a armé des bras. Ici la passion politique fait place à la haine et à la peur. Il ne s'agissait pas de faire triompher une idée, il s'agissait de se venger d'un homme et la vengeance a dépassé en raffinement, en ignominie, ce que la plus perverse imagination aurait conçu: pour punir Léon Daudet, le grand Français, justicier des traîtres, des policiers de la République ont attiré son enfant dans un infâme guet-apens. Cet enfant avait quatorze ans; il était donc sans défense et contre le traquenard et contre l'agression physique. Quand ils l'ont eu attiré dans le sous-sol d'un marchand d'obscénités, ils lui ont dit qu'il allait mourir et lui ont dicté une lettre qui

re, se révélait entôleuse.

La grande guerre lui réservait une nouvelle carrière. Comme elle s'était identifiée avec le vol, elle allait s'identifier avec la trahison. Comme les plus retentissantes escroqueries du siècle avaient eu pour auteurs des chefs républicains, le forfait le plus odieux publicains, et exclusivement des chefs entre ceux que stigmatise la morale de tous les peuples, la trahison, allait recruter ses agents toujours et exclusivement dans les rangs républicains: Malvy, Caillaux, Paul-Meunier, Marty, Turmel, Duval, Marion, Almercyda, tous, tous, sans exception étaient des « purs » de la République.

La République les couvrit. Dès qu'elle le put, elle vota à leur secours, les prit contre son sein, les fit députés, ministres, ambassadeurs. Elle signifia que les attaquer, eux, c'était l'attaquer, elle. Elle fit lacérer les affiches qui rappelaient leurs crimes. Elle les traita comme les meilleurs de ses fils.

Deux fleurs orgueilleuses ornaient ainsi son bonnet rouge: le vol et la trahison. Elle en prit une troisième, l'assassinat, et l'y piqua coquettement.

Le crime politique devint, en France, aussi commun qu'au Palais des Borgia. Il fut assuré d'une impunité complète, sous la condition que les victimes fussent patriotes. Aux excuses légales que prévoit le code pénal, le droit coutumier en ajouta une autre: la « provocation fasciste », consistant de la part de la victime, dans le simple fait d'exister.

Une fille perdue, Germaine Berton, assassina un héros de la guerre, Marius Plateau. Germaine Berton fut acquittée.

Une cuisinière anarchiste, Marie Bonnefoy, assassina le patriote Ernest Berger, père de trois enfants. Marie

EN BREF...

A propos du règlement des Dettes:
l'échéance jubilaire

Quand mon ancien collaborateur
d'il y a trente ans,

mais où sont les flammes d'antan

quand M. Henry Bérenger eut signé la scélérate convention qui livre la France, sans condition, à la merci de la bureaucratie des Etats-Unis, un Américain clairvoyant et de bonne foi, M. Walter Berry déclara: « C'est aujourd'hui que la France a définitivement perdu la guerre. »

Définitivement? — Voire! L'engagement d'un Henry Bérenger n'est pas plus sacré que celui d'un W. Wilson. Il y a le contribuable dont le veto importe plus que celui de l'électeur. Et ce contribuable ne sera pas si électeur que ça pendant soixante-deux ans.

Rudyard Kipling a conté que lors d'une de ces effroyables famines qui déciment périodiquement les populations trop prolifiques, trop denses, à monoculture, une peuplade hindoue se laissa tout entière mourir de faim plutôt que de toucher aux provisions de froment de secours parce qu'elle avait accoutumé de se nourrir de mil.

La situation de la France, pour ne pas parler de l'Europe, ne laisse pas d'être aussi tragico-burlesque. Parce qu'il y a disette d'or et abondance de billets, on se laisse périr d'inanition monétaire, faute d'imaginer que, sans l'or et sans ou avec la monnaie crédit, le travail n'est pas moins productif, l'intelligence moins créatrice et le sol moins fertile. Il suffirait que les Français retrouvassent assez de raison pour laisser s'érouler le monstrueux fétichisme de l'or au nom de quoi on veut les piller et les asservir.

Dépris de l'or inutile, il leur resterait leur puissance de travail, d'intelligence, leur capital de civilisation, et

C'est ainsi que, après avoir fait réduire la Dette à de justes proportions, c'est-à-dire à un tiers ou un quart, on pourra commencer à en effectuer le règlement dès que le franc — le franc de la victoire — pourra être échangé honnêtement contre un cinquième de dollar ou un vingt-cinquième de livre.

Les Anglo-Américains sont de grands lecteurs de la Bible. Ils comprendront quand nous leur ferons savoir que nous ne sommes pas pressés et que nous pouvons attendre l'échéance jubilaire.

Georges DEHERME.

A nos Lecteurs

Un accident de machine arrivé
au dernier moment nous oblige
à ne tirer notre journal que sur
deux pages. Que nos lecteurs
veuillent bien nous en excuser.

LA SEMAINE POLITIQUE

La République contre
Jeanne d'Arc

On aura décidément tout vu! Dimanche dernier, 9 Mai, Paris a été mis en état de siège, huit mille hommes de troupe ou policiers ont été rassemblés par ordre du gouvernement et ont chergé avec une fureur inouïe, une sauvagerie de brutes, des patriotes paisibles, des femmes, des enfants, qui allaient déposer des fleurs au pied de la statue de Jeanne d'Arc! Huit ans après une guerre où la France n'a été sauvée que par les vertus que Jeanne symbolise, on voit le gouvernement faire assommer les gens qui prétendent honorer ces vertus par un geste calme et pieux. Dans le temps mè-

filles, des enfants, ont été piétinés et roués de coups. Mais les tronçons du cortège ont rompu les barrages, ils sont arrivés devant la statue de Jeanne, ils ont librement déposé leurs gerbes et leurs couronnes à ses pieds et arraché l'inscription mensongère qui barrait la couronne du gouvernement. Notre confrère Maurice Pujo, rédacteur en chef de *l'Action Française*, a pu jeter fièrement au pied de la statue un cri de triomphe et de défi à la clique gouvernementale que ses troupes venaient de vaincre.

Les patriotes, à Paris, sont maîtres de la rue. C'est un fait. Leurs succès

sur la racaille révolutionnaire ne se comptent plus. Il y a quinze jours, la seule crainte qu'ils inspirent faisait retirer de la scène de la Comédie-Française une pièce immonde. Dimanche ils ont célébré le culte de Jeanne d'Arc contre la plus formidable levée de forces policières qu'on eut vue depuis longtemps.

La presse maçonnique et socialiste marque nettement le coup. *Le Moniteur* et la *Montagne* écument. Nous avons donc toutes les raisons de nous réjouir et de crier bravo à nos vaillants amis, les ligueurs parisiens d'Action française.

Les cultivateurs au temps des assignats

Il ne servirait à rien de se nourrir d'illusions: nous descendons à grands pas la pente qui mène à cet atroce régime de papier-monnaie, avili par une surabondance excessive, qui fut celui de la France au temps des assignats, où l'on put voir le pain se vendre jusqu'à 50, 60 et 150 francs la livre, un dindon coûter 1.800 fr., une paire de sabots, qui valait 5 sous avant la Révolution, 250 francs, le sel 35 francs la livre, et tous ceux à qui il était dû quelque chose en bonne et loyale monnaie être littéralement ruinés par des paiements faits en ce papier funeste, que la loi forçait à recevoir comme argent. Que nous importe? seront peut-être tentés de dire les campagnards, que les choses montent à ces prix? Celles que nous vendons sont de celles dont personne ne peut se passer et si nous arrivons à vendre un bœuf 30.000 francs ou un sac de blé 10.000, nous ne serons pas en perte!

Avertissons-les ici de leur erreur et rappelons-leur qu'en temps de révolution (et c'est toujours un temps de révolution que celui où la monnaie nationale s'effondre), ils ne seront jamais que des citoyens de deuxième zone pour ainsi dire, inévitablement sacrifiés par les Pouvoirs publics à la tourbe des villes, parce que c'est elle qui fait peur aux assemblées et qui leur dicte ses volontés. Or, cette volonté est toujours d'avoir des subsistances en abondance et de les avoir à bas prix: et

travers les campagnes des agents chargés de réquisitionner toutes les denrées nécessaires aux villes et aux armées, sans les payer ou en les payant en assignats, au prix du maximum, et les fit appuyer par la trop fameuse « armée révolutionnaire », qui commit tous les excès. Qu'elle soit suivie, disait Chaumette, procureur de la Commune de Paris, d'un tribunal incorruptible et redoutable, et de l'instrument fatal qui tranche d'un seul et même coup les complots et les jours de leurs auteurs; qu'elle soit chargée de forcer l'avarice et la cupidité à dégorger les richesses de la terre, nourrice inépuisable de tous ses enfants. Un orateur du Club des Jacobins érigeait en principe qu'à son arrivée dans un village, cette force armée devait s'informer d'abord si le fermier de l'endroit était riche, si oui, on pouvait le guillotiner à coup sûr. Elle se rendit si odieuse que des hommes fort peu suspects de sentiments contre-révolutionnaires, comme Barère, jugeaient que ces régiments étaient capables de déshonorer la Révolution par leurs crimes, et qu'un autre, Robert Lindet, considérait leur suppression comme l'événement le plus important de toute l'histoire de la Révolution. Les réquisitions de vivres, même après cette suppression, furent faites avec tant d'arbitraire, tant de désordre, souvent avec si peu d'honnêteté, qu'elles ruinaient l'agriculture: on vit parfois faire raffle de quantités énormes de grains au'on

des souvenirs menus, des détails infimes de la vie familiale, ce cénotaphe de tendresse et de douleur à la mémoire d'un enfant. La courte vie du petit martyr y est présentée par les mains attentives et pieuses qui guidèrent ses premiers pas. Le calvaire atroce que cette mère a gravi y est dépeint heure par heure, dans son injustice révoltante, dans son horreur sans nom. Ou vos larmes tomberont sur ce livre, ou vous êtes dénué d'une sensibilité que Dieu n'a pas même refusée aux bêtes.

L'assassinat de Philippe Daudet est le plus sombre drame de tous les temps. C'est le point culminant de l'histoire du crime. Toujours des hommes se sont montrés brutaux, cruels, sadiques. De tout temps, la passion politique a armé des bras. Ici la passion politique fait place à la haine et à la peur. Il ne s'agissait pas de faire triompher une idée, il s'agissait de se venger d'un homme et la vengeance a dépassé en raffinement, en ignominie, ce que la plus perverse imagination aurait conçu: pour punir Léon Daudet, le grand Français, justicier des traîtres, des policiers de la République ont attiré son enfant dans un infâme guet-apens. Cet enfant avait quatorze ans; il était donc sans défense et contre le traquenard et contre l'agression physique. Quand ils l'ont eu attiré dans le sous-sol d'un marchand d'obscénités, ils lui ont dit qu'il allait mourir et lui ont dicté une lettre qui devait à la fois le déshonorer et dérouter les recherches des siens. Puis, quand l'enfant eut tracé d'une main tremblante cette lettre dont le sens échappait déjà à sa pauvre tête en fièvre, les tortionnaires l'abattirent d'un coup de pistolet à la tempe, transportèrent son corps dans un taxi et organisèrent une mise en scène de suicide.

Ce crime agencé par la République en la personne d'un de ses plus hauts fonctionnaires — le Directeur de la Sûreté Générale Marlier — la République l'a couvert, elle l'a approuvé, elle lui a donné son estampille. Elle a ordonné que la lumière ne serait pas faite et comme l'admirable père du martyr la faisait chaque jour, envers et contre tout, dans ses articles de l'Action française, elle lui a suscité un procès en diffamation et l'a fait condamner à cinq mois de prison.

Il faudrait ignorer les premiers rudiments de l'histoire du régime pour s'étonner de cette monstrueuse entreprise. La République a marché dans la voie que son origine lui avait assignée. Née dans le sang des dix-sept mille morts de la Commune, elle devait finir dans le sang. Elle y patauge: sa fin est proche!

Dès ses premiers balbutiements, elle s'était identifiée joyeusement avec le vol et la concussion. Le krach de l'Union Générale, le scandale du Panama, l'escroquerie de Thérèse Humbert, le vol du milliard des Congrégations, l'affaire Rochette, vingt autres entreprises gigantesques de piraterie avaient découvert les plus hauts seigneurs de la République, ses pontifes, ses parrains, ses chefs, « faisant » les poches du peuple souverain et la République les couvrant. Marianne, à peine pubé-

entre ceux qui ont trahi la morale de tous les peuples, la trahison, allait recruter ses agents toujours et exclusivement dans les rangs républicains: Malvy, Caillaux, Paul-Meurier, Marty, Turmel, Duval, Marion, Almeryda, tous, tous, sans exception étaient des « purs » de la République.

La République les couvrit. Dès qu'elle le put, elle vota à leur secours, les prit contre son sein, les fit députés, ministres, ambassadeurs. Elle signifia que les attaqués, eux, c'était l'attaquer, elle. Elle fit lacérer les affiches qui rappelaient leurs crimes. Elle les traita comme les meilleurs de ses fils.

Deux fleurs orgueilleuses ornaient ainsi son bonnet rouge: le vol et la trahison. Elle en prit une troisième, l'assassinat, et l'y piqua coquettement.

Le crime politique devint, en France, aussi commun qu'au Palais de Borgia. Il fut assuré d'une impunité complète, sous la condition que les victimes fussent patriotes. Aux excuses légales que prévoit le code pénal, le droit coutumier en ajouta une autre: la « provocation fasciste », consistant de la part de la victime, dans le simple fait d'exister.

Une fille perdue, Germaine Berton, assassina un héros de la guerre, Marius Plateau. Germaine Berton fut acquittée.

Une cuisinière anarchiste, Marie Bonnefoy, assassina le patriote Ernest Berger, père de trois enfants. Marie Bonnefoy fut déclarée folle.

Des conseillers municipaux de Marseille conduisant des bandes d'assommeurs, tuèrent ou blessèrent de nombreux catholiques. Le plus enragé fut condamné à quatre mois de prison, et grâcié aussitôt.

Des centurions communistes abattirent d'un feu de salve des patriotes sans armes, rue Danrémond. Sur dix tireurs on en arrêta deux, dont l'un fut acquitté et l'autre condamné derisoirement.

Le permis de tuer est devenu formel. La République s'est identifiée avec l'assassinat comme avec le vol, comme avec la trahison. Il n'est plus un vice du genre humain, il n'est plus une tare, il n'est plus un forfait qui ne fermentent dans la putréfaction du régime.

Dans cette succession d'infamies, l'assassinat de Philippe Daudet, la ligue, autour de ses bourreaux, de toutes les forces de la République, ne sont qu'un épisode. Mais comme il parle aux consciences! Quelle horreur il inspire pour un régime acculé à de tels moyens de défense! Lorsqu'il apparaît dans la plainte douloureuse d'une mère, meurtrie et torturée comme jamais une mère ne l'a été, cet épisode sonne le glas du régime. Lisez *La vie et la mort de Philippe* et vous comprendrez que cette invraisemblable série de crimes représente les dernières morsures de la Bête expirante.

P. HEINE.

User des Petites Annonces

du "Soleil d'Auvergne"

c'est savoir rapidement ce qu'on désire

American clairvoyant et de bonne foi, M. Walter Berry déclara: « C'est aujourd'hui que la France a définitivement perdu la guerre. »

Définitivement? — Voire! L'engagement d'un Henry Bérenger n'est pas plus sacré que celui d'un W. Wilson. Il y a le contribuable dont le veto importe plus que celui de l'électeur. Et ce contribuable ne sera pas si électeur que ça pendant soixante-deux ans.

Rudyard Kipling a conté que lors d'une de ces effroyables famines qui déciment périodiquement les populations trop prolifiques, trop denses, à monoculture, une peuplade hindoue se laissa tout entière mourir de faim plutôt que de toucher aux provisions de froment de secours parce qu'elle avait accoutumé de se nourrir de mil.

La situation de la France, pour ne pas parler de l'Europe, ne laisse pas d'être aussi tragico-burlesque. Parce qu'il y a disette d'or et abondance de billets, on se laisse périr d'inanition monétaire, faute d'imaginer que, sans l'or et sans ou avec la monnaie crédit, le travail n'est pas moins productif, l'intelligence moins créatrice et le sol moins fertile. Il suffirait que les Français retrouvassent assez de raison pour laisser s'écrouler le monstrueux fétichisme de l'or au nom de quoi on veut les piller et les asservir.

Dépris de l'or inutile, il leur resterait leur puissance de travail, d'intelligence, leur capital de civilisation, et leur terre, et leur ciel.

Il y a la Dette, la formidable Dette qu'ont bien voulu nous attribuer nos chers — trop chers — Alliés. Un vrai gouvernement vraiment français aura à en débattre. Mais il est certain qu'il se refusera, notamment, à rembourser les frais de la corruption directe ou indirecte qui sont très élevés. Ce n'est pas avec leur seule éloquence, évidemment, que les Anglo-Américains ont remporté tant de victoires fructueuses à Genève, à Locarno, aux Chequers et à Washington.

Enfin, un gouvernement indépendant, représentant l'intérêt national, n'admettra pas le cours fantaisiste de changes fixé au Stock-Exchange et à Wall-Street. Et, à Paris, au lieu de chercher ni à rapprocher le franc du dollar et de la livre qui s'élèvent d'autant plus qu'ils sont poursuivis, il laissera le dollar et la livre s'incliner vers le franc affranchi. Quand les francs courent après les dollars, ceux-ci renchérissent; quand les dollars courent après le franc, celui-ci s'élèvera. Donc, d'abord renoncer à cette funeste sottise du franc-or, ne plus courir après le dollar.

En démonnétisant l'or pour son compte, en prenant ainsi l'initiative de la réaction libératrice de l'Europe contre la tyrannique et vorace bureaucratie anglo-américaine, on ramènera le prix de l'or — ridiculement surfait aujourd'hui, et pour cause — bien au-dessus même du coût de l'extraction, car s'il n'y a pas assez d'or dans le monde pour en faire un signe monétaire sain (9 milliards de dollars), il y en a trop pour les besoins que l'industrie peut avoir de ce métal. Et quand une marchandise surabonde, le prix baisse.

A nos Lecteurs

Un accident de machine arrivé au dernier moment nous oblige à ne tirer notre journal que sur deux pages. Que nos lecteurs veuillent bien nous en excuser.

LA SEMAINE POLITIQUE

La République contre Jeanne d'Arc

On aura décidément tout vu! Dimanche dernier, 9 Mai, Paris a été mis en état de siège, huit mille hommes de troupe ou policiers ont été rassemblés par ordre du gouvernement et ont chergé avec une fureur inouïe, une sauvagerie de brutes, des patriotes paisibles, des femmes, des enfants, qui allaient déposer des fleurs au pied de la statue de Jeanne d'Arc! Huit ans après une guerre où la France n'a été sauvée que par les vertus que Jeanne symbolise, on voit le gouvernement faire assommer les gens qui prétendent honorer ces vertus par un geste calme et pieux. Dans le temps même où les autorités allemandes exaltent par tous les moyens, dans leur peuple, un patriotisme à base de haine anti-française, le République condamne le seul ressort moral qui pourrait un jour être notre sauvegarde!

Nous disons que cela est mieux ainsi. Trop longtemps la République s'est livrée à la grimace du patriotisme. Pendant les deux années qui ont précédé les élections dernières, nous avons vu dans ce département les Varenne, les Claussat, les Hugué, les Marrou, aller faire les singes chaque dimanche, devant les monuments aux morts, sans que jamais un ancien combattant ait eu à leur égard le geste vengeur qui s'imposait. Aujourd'hui, les masques sont jetés. La République montre le fond de son âme: une haine froide et inextinguible de la Patrie. Après avoir conduit au Panthéon la guenille de Jaurès, il lui restait à interdire par la force le culte de la patronne des Français. C'est fait! Les positions sont prises. Il faut être pour Jeanne d'Arc et pour l'idéal qu'elle représente ou pour la République.

La victoire des patriotes

De cette honteuse journée qui aura à l'étranger une si fâcheuse répercussion, dégageons au moins une raison de fierté et de joie: le gouvernement a perdu la patrie! Le cortège a eu lieu quand même! Le déploiement formidable de police que le Ministre Jean Durand, méprisable serviteur des Loges, avait mis sur pied, n'a servi de rien, si ce n'est qu'il a donné lieu à des scènes de sauvagerie écœurantes, au cours desquelles des vieillards, des femmes, des jeunes

Les cultivateurs au temps des assignats

Il ne servirait à rien de se nourrir d'illusions: nous descendons à grands pas la pente qui mène à cet atroce régime de papier-monnaie, avili par une surabondance excessive, plus que celui de la France au temps des assignats, où l'on put voir le pain se vendre jusqu'à 50, 60 et 150 francs la livre, un dindon coûter 1.800 fr., une paire de sabots, qui valait 5 sous avant la Révolution, 250 francs, le sel 35 francs la livre, et tous ceux à qui il était dû quelque chose en bonne et loyale monnaie être littéralement ruinés par des paiements faits en ce papier funeste, que la loi forçait à recevoir comme argent. Que nous importe? seront peut-être tentés de dire les campagnards, que les choses montent à ces prix? Celles que nous vendons sont de celles dont personne ne peut se passer et si nous arrivons à vendre un boeuf 30.000 francs ou un sac de blé 10.000, nous ne serons pas en perte!

Avertissons-les ici de leur erreur et rappelons-leur qu'en temps de révolution (et c'est toujours un temps de révolution que celui où la monnaie nationale s'effondre), ils ne seront jamais que des citoyens de deuxième zone pour ainsi dire, inévitablement sacrifiés par les Pouvoirs publics à la tourbe des villes, parce que c'est celle-là qui fait peur aux assemblées et qui leur dicte ses volontés. Or, cette volonté est toujours d'avoir des subsistances en abondance et de les avoir à bas prix; et la fraternité, dont il lui arrive plus souvent d'invoquer le nom que de comprendre l'esprit, ne lui inspire aucun sentiment de bienveillance, ni même simplement d'équité, pour les ruraux. Les citadins trouvent très naturel de se faire payer cher leurs journées, mais très mauvais qu'on leur fasse payer cher les grains, la viande, le vin, le bois nécessaires à sa consommation. Leur véritable esprit se montre bien dans ces sommations impérieuses, que les faubourgs apportaient à la Convention, en 1793. Ils réclamaient les fers et, en cas de récidive, la mort pour tout agriculteur ou marchand qui vendrait plus de 25 francs un sac de blé de 240 livres. Ils proclamaient que le droit de propriété n'est pas celui d'affamer les citoyens, les produits de la terre étant comme l'air, propriété commune de tous les hommes. De fait, tandis que des efforts inouïs réussissaient, quoique très difficilement, à maintenir à Paris, à 2 ou 3 sous la livre, un pain qui était d'ailleurs toujours à la veille de manquer, le Gouvernement révolutionnaire s'inquiétait assez peu de le voir à 10 sous, 15 sous, 18 sous, dans les départements peu fertiles de la France centrale ou les régions de montagnes. Ces prix s'appliquent, bien entendu, aux premiers temps de la Convention, ceux où l'assignat avait encore quelque valeur.

Quand ce papier perdit peu à peu presque tout pouvoir d'achat, et par conséquent ne procura plus aux villes des vivres que les campagnons, avec raison, se refusaient à leur vendre contre des feuilles de chêne, le Gouvernement essaya de deux moyens pour vaincre leur résistance. Il décréta un maximum pour les prix, d'abord sur les grains, ensuite sur tous objets d'utilité première. Il fixa ces prix avec si peu de réflexion et tant de docilité à la pression que les gens ou que les circonstances pouvaient exercer, qu'on put voir des contradictions comme celle-ci: le 23 août 1793, il est décrété que l'avoine ne pourra excéder la moitié du prix du froment, et quinze jours après, que le prix de ces deux grains sera le même. Vouloir vendre au-dessus du prix maximum devint un grave délit révolutionnaire, puni de la peine capitale. Et il lâcha à

travers les campagnes des agents chargés de réquisitionner toutes les denrées nécessaires aux villes et aux armées, sans les payer ou en les payant en assignats, au prix du maximum, et les fit appuyer par la trop fameuse « armée révolutionnaire », qui committit tous les excès. « Qu'elle soit suivie, disait Chaumette, procureur de la Commune de Paris, d'un tribunal incorruptible et redoutable, et de l'instrument fatal qui tranche d'un seul et même coup les complots et les jours de leurs auteurs; qu'elle soit chargée de forcer l'avarice et la cupidité à dégorger les richesses de la terre, nourrice inépuisable de tous ses enfants. » Un orateur du Club des Jacobins érigé en principe qu'à son arrivée dans un village, cette force armée devait s'informer d'abord si le fermier de l'endroit était riche, si oui, on pouvait le guillotiner à coup sûr. Elle se rendit si odieuse que des hommes fort peu suspects de sentiments contre-révolutionnaires, comme Barère, jugeaient que ces régiments étaient capables de déshonorer la Révolution par leurs crimes, et qu'un autre, Robert Lindet, considérait leur suppression comme l'événement le plus important de toute l'histoire de la Révolution. Les réquisitions de vivres, même après cette suppression, furent faites avec tant d'arbitraire, tant de désordre, souvent avec si peu d'honnêteté, qu'elles ruinaient l'agriculture: on vit parfois faire rafe de quantités énormes de grains qu'on laissait ensuite se perdre, sans même laisser de quoi ensemençer les terres; parfois, sous prétexte de réquisition, des agents infidèles trafiquaient pour leur compte des denrées et des bestiaux réquisitionnés. Les réquisitions révolutionnaires ont laissé longtemps et à juste titre d'odieus souvenirs dans les campagnes.

Quant à la loi du maximum, elle ne fut pas, pour les habitants des campagnes, une moindre épreuve. C'était une tentative folle que de prétendre stabiliser les prix, alors que la masse de papier en circulation continuait à grossir, et comme l'entreprise était en contradiction avec la nature des choses, elle aboutit à tuer le commerce et à arrêter toute circulation, mais non pas à abaisser le prix de la vie.

Toutefois, en ce qui concerne le blé, objet tout spécial de l'attention des autorités, à cause de l'intensité effroyable de la crise des subsistances, on réussit tant bien que mal à en comprimer la valeur, mais combien désastreux était ce très relatif bon marché! Alors que tout, vêtements, chaussures, instruments aratoires, main-d'œuvre, haussait de prix de jour en jour, le blé seul restait fixé au taux que l'arbitraire d'hommes inexpérimentés et dominés par des préoccupations politiques lui avait assigné. Le moment approchait où les cultivateurs renonçant à le semer — et la France étant d'ailleurs en guerre avec la plus grande partie de l'Europe — la famine, une famine cette fois trop réelle, dévorait la population.

« L'agriculteur vend ses blés au tarif légal, écrivait un cultivateur berrichon en novembre 1794, et il ne peut rien obtenir à des prix équivalents. A-t-il besoin d'un soc, d'un coutré, d'un épieu ou d'un autre instrument aratoire en fer, il est forcé de l'acheter 30 et 40 sous la livre, lorsque le fer est taxé 5 sous la livre. A-t-il besoin d'un garçon laboureur, il n'en trouve pas si on ne le paie 240 et même 300 livres pour huit mois de service, au lieu de 72, prix de la taxe. Pour un journalier? il est obligé de payer aussi le quintuple de la taxe... En 1790, il en coûtait 24 sols pour faire ferrer un cheval des quatre pieds; trois ans après, il en coûte 6 francs. En 1790, un harnais

de cheval de limon coûtait 40 à 50 livres, ce prix est porté à 150 livres. Enfin, il est de toute impossibilité que le laboureur subsiste si l'on ne rétablit pas une juste proportion entre le prix du blé et le prix des denrées et des salaires d'ouvriers nécessaires pour sa production et sa récolte. En ce temps, des batteurs exigeaient pour battre une récolte autant que cette récolte aurait valu au prix du maximum ! Il était plus que temps d'abolir le « maximum ». On l'abolit enfin, mais les ruines furent innombrables parmi les paysans de France.

Il n'est pas encore question d'un nouveau « maximum », mais que les cultivateurs y prennent garde, rien ne les garantira contre l'arbitraire des taxations ni contre la brutalité des confiscations et des réquisitions, pour peu que la France continue à faire de l'inflation, tout en disant qu'elle n'en veut point faire, mais en ne se dégageant pas d'une politique qui rend cette inflation inévitable.

Marcel MARION, de l'Institut, Professeur au Collège de France.

LES NOUVELLES

La reprise des opérations au Maroc

Les pourparlers d'Oudjda sont rompus. Les émissaires d'Abd el Krim, qui s'étaient rendus auprès de lui, à la suite de notre ultimatum, pour recueillir ces dernières instructions, n'ont rapporté de la baie d'Alhucemas aucune concession sur aucun point des propositions de paix franco-espagnoles. Ainsi que nous l'avons dit maintes fois, ce que veut le chef rebelle, c'est l'indépendance complète d'un état que l'on constituerait pour l'en faire chef, et cela sans aucune espèce de garantie pour nous.

Il n'était pas possible à notre gouvernement d'en passer par les exigences du chef riffain. La création d'un nouvel Etat sur le territoire du Maroc serait, en effet, une violation des actes internationaux qui fixent le statut de ce pays et ne pourrait avoir lieu qu'à la suite d'une révision de ce statut.

Par suite de la rupture des pourparlers d'Oudjda, les troupes françaises et espagnoles ont repris, le 7 mai au matin, leur liberté d'action.

L'aviation a bombardé, dans le Djebel Ider l'important poste de commandement ennemi de Ghafsa, en pays Beni Zeroual. Les troupes de groupement de Taza ont pris l'offensive sur les deux rives du Kert, pendant que les Espagnols partaient d'Azib de Midar. Les ouvrages ennemis d'Adrar Terrial ont été enlevés ; les troupes progressent au nord de Sidi Ali Bourokba.

La jonction des troupes françaises et espagnoles s'est opérée sur un des points sensibles du front, à Tleta d'Azief.

Sur le reste du front, nos troupes qui, durant tout le mois dernier, ont organisé leurs bases, créé des dépôts de vivres et de munitions, établi des pistes, sont prêtes à entrer en action et les attaques prévues se déclancheront lorsque le commandement en chef jugera le moment propice.

Ainsi, la prochaine opération se déroulera dans une partie du front tout à fait opposée à celle où a eu lieu la reprise des hostilités. Nous interviendrons au sud-est du Biff, afin de couvrir les tribus qui nous appellent.

La grève générale britannique

La grève générale anglaise a commencé le 4 mai. Deux millions cinq cents mille chôment. Le gouvernement a réussi à organiser des transports de fortune et à assurer le ravitaillement de la capitale et du pays.

D'autre part, un express a déraillé un peu au nord de Newcastle. Les voitures déraillées ont pris feu. Les flammes ont été rapidement éteintes ; un voyageur a été grièvement blessé.

Enfin, à Londres, un tramway, conduit par des volontaires, a tamponné un autre tramway stationnaire à Long Ditton, dans la grande banlieue de Londres. Quatre personnes ont été légèrement blessées.

En France

Par suite de la grève anglaise, les changes ont atteint, à la Bourse de Paris, des cours extrêmes : lundi dernier, la livre était encore à 154,30 et le dollar à 31,81.

Un accord relatif à l'aviation allemande a été paraphé le 5 mai à Paris, au ministère des Affaires Etrangères, entre l'Allemagne, l'Angleterre, la France, la Belgique, l'Italie et le Japon. Par cet accord, l'Allemagne recouvre sa pleine liberté en matière d'aviation commerciale et au sujet de ses dirigeables de commerce. Les clauses du traité de Versailles relatives à l'aviation militaire sont maintenues et des restrictions sont prévues en ce qui concerne l'aviation de sport.

Si les cours des blés se maintiennent, il est probable que dans quelques jours le prix du pain sera fixé pour Paris et la Seine à 2 francs et peut-être même 2 fr. 05.

La section locale de la Fédération nationale des médaillés militaires avait organisé à Strasbourg une fête de bienfaisance au profit de l'orphelinat de la société.

Le maréchal Foch a pris la parole à cette occasion. Après avoir souligné les résultats magnifiques obtenus par l'œuvre de mutualité entreprise par les médaillés militaires, le maréchal a abordé la question de la sécurité du pays :

« Il nous faut prévoir et préparer, a-t-il dit, le moment où le Rhin sera évacué. Pour compenser, ce jour-là, l'infériorité de notre population, il nous faut avoir une frontière solide, et, à défaut d'obstacles naturels qui ne s'y rencontrent pas, il nous faut organiser puissamment la fortification. Ce sont des travaux longs et coûteux, ils sont à entreprendre par suite sans retard. »

Clerc et Bernardon, les deux communistes ayant participé au guet-apens de la rue Danrémont, ont été jugés par la Cour d'assises de la Seine ; le verdict est intervenu après deux semaines de débats mouvementés. Clerc, convaincu d'avoir tué 2 personnes, n'a été condamné qu'à trois ans de prison. Bernardon a été acquitté.

Pour enrayer la chute du franc, M. Raoul Péret, ministre des Finances, a fait accepter par le Conseil des ministres un certain nombre de mesures ayant pour objet de réglementer le marché des changes et notamment les opérations de report et les achats de devises et pour exiger le rapatriement dans les trois mois des devises que les exportateurs possèdent à l'étranger.

A l'étranger

Le cabinet belge de M. Poullet ayant donné sa démission, M. Emile Brunel, député socialiste de Charleroi et président de la Chambre des députés depuis sept ans, a accepté la charge que lui a offerte le roi de constituer un grand gouvernement national. Le conseil général du parti socialiste a approuvé par 54 voix contre 14 M. Vandervelde reste aux Affaires étrangères. Le Cabinet comprend 5 socialistes, 3 catholiques, 2 démocrates chrétiens et 2 libéraux.

Les funérailles du prince Victor-Napoléon ont eu lieu le 6 mai, à Bruxelles. Suivant son désir, les obsèques ont été très simples. L'inhumation du prince sera faite en Italie.

Le comte Skrzinski, président du Conseil des ministres polonais, a remis au président de la République la démission du gouvernement de coalition qu'il présidait depuis le mois de novembre.

Marguerite était vraiment la première servante des pauvres. Après environ cinquante années de vie religieuse et de dur labeur, on l'y trouvait toujours debout, pleine de zèle et de sérénité. Son visage modelé par l'énergie, creusé par le travail, imprégné de bonté apparaissait sous la cornette blanche, gracieux et accueillant, malgré les forces épuisées. C'était le visage même du Dévouement.

Frappée soudain, il y a huit jours, par la maladie, Sœur Marguerite a quitté cette terre la veille de l'Ascension. Fille de la Charité elle est allée rejoindre le Dieu de toute charité pour monter avec lui au Ciel.

Robert du CORAIL.

Le prix de gros et de détail

On est effrayé de constater l'ascension continuelle des prix. Elle correspond, hélas ! à la baisse continue du franc et comme rien n'a été encore fait qui soit de nature à enrayer cette baisse, à amener une stabilisation même au taux très bas où est tombée notre devise, on ne peut qu'envisager l'avenir le plus immédiat sous les perspectives les moins confortantes.

L'indice général des prix de gros calculé pour le mois d'avril (fin du mois) par les services de la statistique générale de la France, traduit une forte poussée de hausse. Il s'établit, en effet, à 664 contre 645 fin mars (base 100 en juillet 1914), soit une hausse de dix-neuf points en un mois.

L'indice d'avril 1926, naturellement, est le plus haut qui ait été enregistré jusqu'à ce jour.

La hausse s'est surtout fait sentir sur les denrées alimentaires dont l'indice, 561, a progressé de vingt-quatre points sur l'indice de mars, 537. Cette élévation est plus sensible encore sur les sucres, cafés, cacao qui atteignent l'indice 580 en fin mars et qui, en fin avril, ont gagné quarante quatre points avec l'indice 624.

La hausse a été moins importante pour les matières industrielles, treize points seulement ; tous les groupes, d'ailleurs, sont en hausse : minerais, métaux, textiles et divers.

L'indice des prix de détail est également en hausse ; il s'est établi, à Paris, à 503 contre 497 en mars, soit une avance de six points.

Cet indice est calculé sur les prix de treize denrées de première nécessité. La courbe suit, depuis un an, une ascension régulière, en sorte que l'augmentation en douze mois est presque de cent points, exactement quatre-vingt-douze.

Voici, du reste, le tableau de ces variations pour Paris :

| | |
|-------------------------------------|-------|
| 1 ^{er} trimestre 1925..... | 411 |
| 2 ^{me} — — — — — | 416,3 |
| 3 ^{me} — — — — — | 425 |
| 4 ^{me} — — — — — | 446,6 |
| Janvier 1926 | 480 |
| Février — — — — — | 495 |
| Mars — — — — — | 497 |
| Avril — — — — — | 503 |

Voici, enfin, quelques indices du coût de la vie, indices de la dépense d'une famille ouvrière de quatre personnes, établis par les Commissions régionales d'études du coût de la vie, en dehors du contrôle de l'administration supérieure et calculés sur la base de 100 en 1914 :

Paris, 451 ; Nancy, 429 ; Dijon, 500 ; Marseille, 488 ; Bordeaux, 469 ; Lyon, 392. Les ouvriers de certaines corporations ayant obtenu pour leurs salaires l'échelle mobile, ne souffrent pas de cette situation. Ceux qui, par contre, en sont le

Chronique Agricole

La grève anglaise et le prix des légumes

La baisse continue de la valeur du franc, provoquant la hausse de toutes les denrées de première nécessité, inquiète à juste titre l'ouvrier qui voit chaque jour le pouvoir d'achat de son salaire diminuer. Il cherche un responsable ; l'Œuvre, le Quotidien, lui montrent le paysan qui spéculer sur la hausse, et le tour est joué : le politicien est assuré pour quelques mois de plus.

De leur côté, les agriculteurs voient augmenter leurs dépenses : main-d'œuvre, outillage, engrais, tourteaux, beaucoup plus vite que leurs recettes, et l'inflation qui, artificiellement, favorise tant d'industries, trouble terriblement les budgets agricoles.

La grève anglaise a été, indirectement, la cause d'un violent conflit de presse à ce sujet.

Nous exportons en Angleterre des fruits et des légumes, des œufs et du beurre. La grève arrêtant toutes les exportations, toute la presse annonçait que Paris allait avoir à très bon marché, pommes de terre nouvelles, artichauts, asperges ou choux-fleurs.

Rien de semblable ne s'est produit ; l'ouvrier trompé cherche des causes. On les trouve facilement : le paysan accapareur, le commerçant spéculateur.

Pour une fois, on ne permettra de dire que le commerce a agi dans l'intérêt général.

Nos paysans du Vaucluse, de Bretagne ont, depuis quelques années, réalisé un effort magnifique pour créer une culture maraîchère qui alimente largement notre pays et exporte en abondance. Le marché régulateur pour les légumes et les fruits est celui de Paris.

J'approuve hautement commerçants et agriculteurs d'avoir tout fait pour éviter une débacle sur ce marché, à la suite de la grève anglaise.

Nos producteurs de légumes ont déjà été échaudés en octobre-novembre, par suite de l'insouciance gouvernementale, puisqu'on les avait proprement sacrifiés dans le traité de commerce avec l'Allemagne.

Une culture aussi coûteuse, tant par les capitaux engagés que par la main-d'œuvre, que la culture maraîchère ou fruitière, ne pouvait pas supporter, sans que son avenir soit gravement compromis, des débacles de cours successives. Elle se défend : qui pourrait le lui reprocher.

Souhaitons simplement que la grève anglaise ne vienne pas, avec l'aide de mesures prises par le gouvernement français, ruiner des producteurs aussi intéressants pour toute la nation que les paysans français, qui font pousser les légumes et mûrir les fruits.

Mais, ces faits ont amené un conflit violent, entre l'ouvrier, dont le salaire ne monte pas aussi vite que le franc, et le paysan, dont le prix de vente monte moins vite que les prix de vente de l'industrie.

Ce conflit est l'occasion pour toute une partie de la presse parisienne, de réclamer de nouveau, avec violence, la suppression de la liberté d'exportation pour tous les produits agricoles.

C'est une grave menace pour notre région qui a besoin de l'exportation, pour vendre normalement ses fromages, ses beurres, ses œufs, ses choux, etc. C'est une menace d'autant plus grave que certaines paroles du ministre de l'Agriculture nous inquiètent : celui-ci a parlé à certains journalistes de mesures à prendre, de manœuvres secrètes décisives.

Les producteurs n'ont pas à faire les frais d'une manœuvre électorale. Espérons que leurs associations sauront, dans tout le pays, élever la voix et empêcher des décisions ruineuses pour l'Agriculture que le dernier recensement ne montre pas dans une situation brillante.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

La Semaine agricole

Angle rue Neuve et rue des Gras

A LA PARISIENNE

RAYON SPÉCIAL D'ARTICLES DE PIÉTÉ

Missels, Chapelets, Médailles, etc.

Maroquinerie, Articles de Fumeurs
Parfumerie, Articles de Toilette, Eventails
Bonneterie, Bijouterie fantaisie, Orfèvrerie

Angle rue Neuve et rue des Gras

LA SEMAINE

Les hostilités ont repris au Maroc. Les délégués français et espagnols avaient exigé des émissaires riffains une réponse dans les six jours, aux conditions d'armistice qu'ils leur avaient posées. Ceux-ci, après avoir pris les ordres d'Abd el Krim, sont revenus avec une réponse négative. En foi de quoi, les pourparlers d'Oudjda ont été rompus et les alliés ont repris leur liberté d'action.

Aussitôt, les opérations militaires ont recommencé dans le secteur de Taja. Les troupes françaises, prenant l'offensive, ont avancé de douze kilomètres et opéré leur jonction avec les Espagnols.

C'est fort bien, mais, pour en arriver là, ce n'était vraiment pas la peine, avouons-le, de perdre un temps précieux, le meilleur mois de l'année au Maroc, à entamer ces stériles négociations.

Cette fausse manœuvre n'est pas la seule que nous ayons à déplorer.

On vient de parapher avec l'Allemagne un accord relatif à l'aviation de ce pays ; cet accord, qui sera signé dès que les gouvernements intéressés l'auront approuvé, maintient les clauses militaires du traité de Versailles concernant les avions et les navires de guerre dirigés à distance. Par contre, l'Allemagne recouvre la liberté entière de son aviation commerciale et obtient l'autorisation de survoler notre territoire avec ses lignes aériennes. Des restrictions sont imposées au Reich, relativement à l'aviation de sport, afin que les Allemands ne s'en servent pas pour leur préparation militaire.

Cet accord est bien fait, mais quelle valeur pratique aura-t-il ? Le contrôle de l'aviation allemande sera confié à la Société des Nations. Comment s'en acquittera-t-elle ?

Le propre de ces conventions limitant les armements d'un pays est d'être purement et simplement des conventions de bonne foi. Le jour où il plaira à l'Allemagne de les violer, nul ne s'en apercevra. C'est seulement au jour d'une déclaration de guerre que nous verrons dans quelle mesure le Reich aura tenu ses engagements envers les alliés.

La grève anglaise se poursuit avec les inévitables incidents qu'amènent de tels conflits. Mais le gouvernement britannique domine maintenant la situation ; il a pris les mesures nécessaires au ravitaillement du pays et à l'organisation des transports. Les millions d'ouvriers en grève sont virtuellement vaincus ; ils s'en rendront compte d'autant plus vite qu'ils ne disposent pas de sommes très abondantes ; l'argent est le nerf de toutes les guerres, même des guerres sociales. Or, les Union-Trades britanniques n'en ont pas assez !

Dernière heure : Mercredi, ordre donné par les Trade-Unions de cesser la grève.

IL FAUT LIRE : LA COOPERATION DES IDEES



FIANÇAILLES BAGUES ET SOUVENIRS BLIN

bijoutier spécialiste

(39, avenue des Etats-Unis, 39)

VIEUX RHUM MARTINIQUAIS GARANTI PUR GRAND ARÔME

RHUM NIÉRA

EN VENTE DANS TOUTES LES BONNES MAISONS D'ÉPICERIE FINE.

ETABL. CHARDON, IMPORTATEURS

G. DE TARRIEUX ASSURANCES

Tél. 3-42 10, rue Lattour-d'Auvergne, 10 Tél. 3-42

Consultations et Renseignements gratuits

A VENDRE BELLE TABLE NOYER (5 allonges) pour hôtel ou restaur. (S'adresser au journal).

LA VIE

Revue bi-mensuelle dirigée par Marius-Ary Leblond, est la revue parisienne qui s'occupe le plus de l'Auvergne. Son programme essentiel est de faire valoir devant l'étranger les forces et beautés mal connues de nos provinces et de nos colonies. La collaboration est de premier ordre : l'abonnement d'un bon marché uni-

violations des actes internationaux qui fixent le statut de ce pays et ne pourraient avoir lieu qu'à la suite d'une révision de ce statut.

Par suite de la rupture des pourparlers d'Oudja, les troupes françaises et espagnoles ont repris, le 7 mai au matin, leur liberté d'action.

L'aviation a bombardé, dans le Djebel Ider l'important poste de commandement ennemi de Ghafsa, en pays Beni Zeroual.

Les troupes de groupement de Taza ont pris l'offensive sur les deux rives du Kert, pendant que les Espagnols parlaient d'Azib de Midar. Les ouvrages ennemis d'Adrar Terrial ont été enlevés; les troupes progressent au nord de Sidi Ali Bourakba.

La jonction des troupes françaises et espagnoles s'est opérée sur un des points sensibles du front, à Tleta d'Azief.

Sur le reste du front, nos troupes qui, durant tout le mois dernier, ont organisé leurs bases, créé des dépôts de vivres et de munitions, établi des pistes, sont prêtes à entrer en action et les attaques prévues se déclancheront lorsque le commandement en chef jugera le moment propice.

Ainsi, la prochaine opération se déroulera dans une partie du front tout à fait opposée à celle où a eu lieu la reprise des hostilités. Nous interviendrons au sud-est du Riff, afin de couvrir les tribus qui nous appellent.

La grève générale britannique

La grève générale anglaise a commencé le 4 mai. Deux millions cinq cents mille chôment. Le gouvernement a réussi à organiser des transports de fortune et à assurer le ravitaillement de la capitale et du pays.

Il y a eu des désordres sans gravité à Londres et dans la province.

Les journaux ne paraissent plus; ils sont remplacés par un organe unique: *La Gazette Britannique*.

Les corporations en grève sont: les mineurs, les employés de chemins de fer, les employés des transports en commun, les métallurgistes, les imprimeurs, les électriciens, les dockers, les équipages de la marine de commerce.

Malgré le chômage des électriciens, Londres n'a pas été privé de lumière.

A une réunion tenue vendredi dernier, les dirigeants des églises chrétiennes, les archevêques de Cantorbéry et d'York notamment, ont décidé que l'heure de la conciliation était venue et ils ont suggéré que simultanément:

1° L'ordre de grève générale soit annulé;

2° L'offre du gouvernement d'aider l'industrie charbonnière pendant une période définie soit renouvelée;

3° Les préavis affichés par les propriétaires de charbonnage soient retirés.

On croit que les grévistes ne resteront pas encore longtemps infrançais et peut-être la cessation de la grève se fera-t-elle bientôt sur cette formule.

Un grand nombre de bagarres se sont produites en province, entre grévistes et policiers.

A Hull, 4 policemen et 37 grévistes ont été blessés, dont 17 ont dû être transportés à l'hôpital. Par ailleurs, 19 personnes ont été mises en état d'arrestation.

Des bagarres se sont aussi produites à Newcastle et à Edimbourg. Dans les deux cas, il y a eu quelques policemen et quelques grévistes de blessés.

A Glasgow, des troubles se sont produits; plusieurs policemen ont été blessés et les vitres d'un grand nombre de boutiques ont été détruites.

Cent personnes ont été arrêtées et ont comparu devant le tribunal.

Des accidents assez graves se sont produits:

Un train de voyageurs, conduit par un personnel de volontaires, a tamponné à l'entrée du tunnel, près d'Edimbourg, un train de marchandises que l'on aiguillait sur une voie de garage. Le gaz s'échappa des réservoirs du train de voyageurs, et quelques personnes subirent un commencement d'asphyxie. Il y a eu trois tués et treize blessés.

venu après deux semaines de débats mouvementés. Clerc, convaincu d'avoir tué 2 personnes, n'a été condamné qu'à trois ans de prison. Bernardon a été acquitté.

Pour enrayer la chute du franc, M. Raoul Péret, ministre des Finances, a fait accepter par le Conseil des ministres un certain nombre de mesures ayant pour objet de réglementer le marché des changes et notamment les opérations de report et les achats de devises et pour exiger le rapatriement dans les trois mois des devises que les exportateurs possèdent à l'étranger.

A l'étranger

Le cabinet belge de M. Poullet ayant donné sa démission, M. Emile Brunet, député socialiste de Charleroi et président de la Chambre des députés depuis sept ans, a accepté la charge que lui a offerte le roi de constituer un grand gouvernement national. Le conseil général du parti socialiste a approuvé par 54 voix contre 14 M. Vandervelde reste aux Affaires étrangères. Le Cabinet comprend 5 socialistes, 3 catholiques, 2 démocrates chrétiens et 2 libéraux.

Les funérailles du prince Victor-Napoléon ont eu lieu le 6 mai, à Bruxelles. Suivant son désir, les obsèques ont été très simples. L'inhumation du prince sera faite en Italie.

Le comte Skrzinski, président du Conseil des ministres polonais, a remis au président de la République, la démission du gouvernement de coalition qu'il présidait depuis le mois de novembre.

Le comte Skrzinski, président du Conseil des ministres polonais, a remis au président de la République, la démission du gouvernement de coalition qu'il présidait depuis le mois de novembre.

La bonne servante des pauvres de Riom

Un deuil profond vient de frapper la ville de Riom. Sœur Marguerite Roussel, Fille de la Charité, est morte mercredi soir. Ses obsèques ont eu lieu, vendredi, en la Basilique de St-Amable, au milieu d'une grande affluence.

La douce opiniâtreté de cette religieuse à faire le bien selon la volonté de Dieu, son adaptation généreuse à toutes les misères humaines avaient fait d'elle une figure à part, dans notre temps d'égoïste jouissance. C'est qu'elle s'était consacrée sans réserve aux pauvres et aux malheureux. Nul ne savait mieux qu'elle découvrir et soigner la souffrance, nul ne savait mieux s'y prendre pour atteindre l'âme de ceux qu'elle visitait et l'élever en-haut, afin d'y chercher des consolations et des espérances. Elle était vraiment la fille spirituelle de cette Louise de Marillac que l'Auvergne se glorifie d'avoir donnée au monde catholique.

Sœur Marguerite Roussel sortait d'une de ces anciennes familles tierriennes qui ont conservé les meilleures traditions du passé et que la démagogie incrédule n'est pas encore parvenue à altérer. On le voyait à son humilité, à sa douce et ferme piété, à son respect d'une saine hiérarchie sociale, à son zèle actif pour le bien, à son inaltérable bonne humeur. La règle la trouvait prête à la discipline sans laquelle rien ne peut longtemps prospérer.

Dans la vieille maison d'une petite rue riomoise qui est restée sous le vocable de la Charité et que les détresses et la peine connaissent bien, Sœur

le traité de commerce avec l'Allemagne. La culture aussi coûteuse, tant par les capitaux engagés que par la main-d'œuvre, que la culture maraîchère ou fruitière, ne pouvait pas supporter, sans que son avenir soit gravement compromis, des débâcles de cours successives. Elle se défend; qui pourrait lui reprocher.

Souhaitons simplement que la grève anglaise ne vienne pas, avec l'aide de mesures prises par le gouvernement français, ruiner des producteurs aussi intéressants pour toute la nation que les paysans français, qui font pousser les légumes et mûrir les fruits.

Mais, ces faits ont amené un conflit violent, entre l'ouvrier, dont le salaire ne monte pas aussi vite que le franc, et le paysan, dont le prix de vente monte moins vite que les prix de vente de l'industrie.

Ce conflit est l'occasion pour toute une partie de la presse parisienne, de réclamer de nouveau, avec violence, la suppression de la liberté d'exportation pour tous les produits agricoles.

C'est une grave menace pour notre région qui a besoin de l'exportation, pour vendre normalement ses fromages, ses beurres, ses œufs, ses choux, etc. C'est une menace d'autant plus grave que certaines paroles du ministre de l'Agriculture nous inquiètent: celui-ci a parlé à certains journalistes de mesures à prendre, de manœuvres secrètes décevantes.

Les producteurs n'ont pas à faire les frais d'une manœuvre électorale. Espérons que leurs associations sauront, dans tout le pays, élever la voix et empêcher des décisions ruineuses pour l'Agriculture que le dernier recensement ne montre pas dans une situation brillante.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

Il y va de l'intérêt de toute la nation. R. D.

GRAND ARÔME

RHUM NIÉRA

EN VENTE
DANS TOUTES LES BONNES
MAISONS D'ÉPICERIE FINE.

Etabl. CHARDON, Importateurs
10, rue Lohéac-Auvergne, 10



G. DE TARRIEUX

ASSURANCES

Tél. 3-42 10, rue Lohéac-Auvergne, 10 Tél. 3-42

Consultations et Renseignements gratuits

A VENDRE

BELLE TABLE NOYER

(5 Ballonges)
pour hôtel ou restaur.
(S'adresser au journal).

LA VIE

Revue bi-mensuelle dirigée par Marius-Ary Leblond, est la revue parisienne qui s'occupe le plus de l'Auvergne. Son programme essentiel est de faire valoir devant l'étranger les forces et beautés mal connues de nos provinces et de nos colonies. La collaboration est de premier ordre; l'abonnement d'un bon marché unique: 25 francs par an.

Imprimerie du « SOLEIL D'Auvergne »
25, rue Guéquier-de-Bazat, Clermont-Ferrand
Le gérant: J. ROUSSET.

ÉCONOMATS DU CENTRE

Alimentation & Approvisionnement

Produits de premier choix

Epicerie - Vins - Liqueurs

Mercerie - Bonneterie - Confection - Jouets, etc...

Les Ménagères soucieuses de faire des ÉCONOMIES font tous leurs achats aux ÉCONOMATS "Magasins rouges".

Plus de 660 Maisons de vente

La PREVOYANCE de L'OUEST

Entreprise privée assujettie au contrôle de l'Etat (fondée en 1910)
Société Mutuelle d'Épargne et de Constructions
Gérée par la « Prévoyance de l'Ouest » Immobilière et de Gestion-Société Anonyme au Capital de 350.000 fr.

Contrats d'Épargne permettant

la Constitution

d'Une Dot
d'Un Capital

la Construction d'une MAISON FAMILIALE, payable en 10 ou 15 ans

Au 31 décembre 1924, plus de 45 millions de francs de souscriptions en cours. Plus de 500 maisons édifiées avec le concours financier de la Société.
Direction régionale: 6, rue André-Moinier, CLERMONT-FERRAND. — Tél.: SAINT-ETIENNE, 19, Rue Georges-Dupré; LE PUY, 4, rue du Pont Saint-Barthélemy